



GENERALI
Versicherungen

Conditions générales d'assurance (CGA) pour les assurances collectives sur la vie hors de la prévoyance professionnelle

**(Branche d'assurance A3.4 selon l'annexe 1
de l'ordonnance sur la surveillance, OS)**

Version 2009

Valables pour
GENERALI Assurances de personnes SA, Adliswil (ci-après: GENERALI)

GENERALI
Assurances de personnes SA
Soodmattenstrasse 10
8134 Adliswil

Informations générales	3
1. Dispositions générales	4
Art. 1 Bases du contrat	4
Art. 2 Année d'assurance, jour de référence	4
Art. 3 Annonce des personnes à assurer, modification des prestations, responsabilité et obligation de déclarer	4
Art. 4 Définition de l'âge, âge terme	4
Art. 5 Primes, retard de paiement des primes	4
Art. 6 Participation aux excédents	5
Art. 7 Dissolution anticipée du rapport d'assurance	5
Art. 8 Dissolution du contrat d'assurance-vie collective	5
Art. 9 Justification du droit aux prestations d'assurance	5
Art. 10 Versement des prestations d'assurance / prescription	6
Art. 11 Etendue des prestations d'assurance	6
2. Dispositions d'application	6
Art. 12 Modification des tarifs	6
Art. 13 Service militaire et guerre	6
Art. 14 Police mondiale et risque d'aviation	7
Art. 15 Suicide et négligence grave	7
Art. 16 Contributions de droit public	7
Art. 17 Notifications, changements d'adresse	7
Art. 18 Entrée en vigueur et résiliation du contrat d'assurance-vie collective	7
Art. 19 Lieu d'exécution, for	7

En vertu de l'art. 3 de la loi fédérale sur le contrat d'assurance (LCA), l'assureur est tenu de renseigner le preneur d'assurance, à l'attention des personnes assurées, sur les principaux éléments ainsi que sur les modifications du contrat d'assurance.

GENERALI Assurances de personnes SA (également appelée GENERALI dans les documents contractuels), Soodmattenstrasse 10, 8134 Adliswil, est **l'organisme d'assurance responsable**.

Le **preneur d'assurance** est le partenaire contractuel de GENERALI dans le cadre du présent contrat d'assurance-vie collective.

Contrat d'assurance-vie collective, début et durée de la couverture d'assurance

Le contrat d'assurance-vie collective (ci-après: le contrat) conclu entre le preneur d'assurance et GENERALI ainsi que les présentes conditions générales d'assurance (CGA) constituent le cadre juridique du rapport d'assurance. Les autres bases juridiques sont énoncées à l'art. 1 ci-après. La dernière disposition du contrat règle la date d'entrée en vigueur, la durée et la prolongation de ce dernier. La dissolution anticipée du contrat est possible d'un commun accord entre les parties ou par dissolution unilatérale selon les termes du contrat. Les conséquences d'une telle dissolution sont réglées respectivement dans les présentes CGA et dans le contrat.

La couverture d'assurance définitive de la personne à assurer débute dès que son admission est confirmée par écrit par GENERALI, au plus tôt toutefois à la date d'entrée en vigueur demandée. GENERALI informe le preneur d'assurance et la personne assurée concernée au sujet d'éventuelles réserves pour raisons de santé. La couverture d'assurance prend fin lorsque la personne assurée quitte le collectif (p. ex. suite à la dissolution du rapport de travail) ou à la dissolution anticipée du contrat, au plus tard toutefois lorsque la personne assurée atteint l'âge terme actuariel.

Personnes assurables et personnes assurées

Le cercle des personnes assurables est défini dans le contrat; les personnes effectivement assurées, c'est-à-dire celles ayant rejoint le collectif, y sont mentionnées nommément avec l'ensemble des données-clés relatives à leur assurance.

Prestations d'assurance

Les risques assurés (nature et montant des prestations assurables), les ayants droit ainsi que les modalités relatives à une éventuelle participation aux excédents peuvent être consultés dans le contrat d'assurance-vie collective ou dans une annexe à ce dernier. GENERALI fournit au preneur d'assurance

toutes les informations dont il a besoin afin de pouvoir remplir son devoir d'information envers les assurés au sens de l'art. 3, al. 3 LCA, en particulier la liste des assurés.

Un certificat d'assurance individuel, indiquant la nature et le montant des prestations ainsi que d'éventuelles réserves pour raisons de santé, est remis par le preneur d'assurance ou directement par GENERALI à chaque personne assurée.

Les dispositions contractuelles générales sont contenues dans les CGA.

Primes

Sauf disposition contractuelle contraire, la méthode de calcul des primes (individuelle ou collective, système de prime annuelle) est définie dans les CGA. En fait partie (pour les primes en fonction de l'âge) la détermination de l'âge tarifaire.

En l'absence de réglementation divergente dans le contrat d'assurance-vie collective, les CGA sont déterminantes quant à l'échéance de la prime, au calcul des primes partielles (p. ex. en cas de modifications en cours d'année ou de décès) et aux conséquences des retards de paiement.

L'obligation de paiement des primes constitue la principale obligation du preneur d'assurance.

Valeurs de rachat

Les valeurs de rachat représentent la base de la fourniture des prestations par GENERALI en cas de dissolution anticipée d'un rapport d'assurance ou du contrat d'assurance-vie collective dans son ensemble. Les assurances risque pur n'ont aucune valeur de rachat. Concernant les tarifs susceptibles de rachat, GENERALI communique le montant des valeurs de rachat sous forme de tableau au preneur d'assurance avant la conclusion du contrat. Le calcul des valeurs de rachat peut être consulté dans le contrat d'assurance-vie collective ou une annexe technique aux CGA. Les bases tarifaires applicables sont identiques à celles utilisées pour le calcul des primes.

Autres devoirs et obligations du preneur d'assurance et des personnes assurées

Lors de l'annonce d'une personne à assurer, des réponses conformes à la vérité (obligation de déclarer) doivent être apportées aux questions posées par écrit en vue de l'examen du risque. La survenance d'événements assurés doit être déclarée sans délai à GENERALI. Le preneur d'assurance et la personne assurée doivent respectivement collaborer à la clarification du droit aux prestations. Ils doivent fournir les documents nécessaires et délier les personnes susceptibles d'apporter des renseignements utiles de l'obligation de garder le secret.

La présente énumération n'est pas exhaustive. La violation de l'une des obligations susmentionnées peut entraîner la perte ou la réduction du droit aux prestations.

Traitement des données confiées

GENERALI s'engage à respecter strictement la loi fédérale sur la protection des données.

1. Dispositions générales

Art. 1 Bases du contrat

- 1.1. Les conditions générales d'assurance, le contrat d'assurance-vie collective et ses parties intégrantes, les éventuelles conventions particulières, l'annonce en vue de l'admission à l'assurance collective ainsi que les déclarations sur l'état de santé de la personne assurée constituent les bases du rapport d'assurance.
- 1.2. Dans la mesure où les droits et obligations des deux parties ne sont pas définis dans les bases susmentionnées, les dispositions de la loi fédérale du 2 avril 1908 sur le contrat d'assurance (LCA) s'appliquent. Sont, en outre, applicables les dispositions du code suisse des obligations (CO).
- 1.3. Les conventions particulières n'engagent GENERALI que si elles ont été confirmées par écrit par la direction de cette dernière.
- 1.4. Les conditions auxquelles sont assurés les différents risques (nature et montant des prestations assurables), la détermination des ayants droit ainsi que la réglementation relative à une éventuelle participation aux excédents sont spécifiées nommément dans le contrat d'assurance-vie collective.
- 1.5. Les abréviations AVS et AI désignent respectivement l'assurance fédérale vieillesse et survivants et l'assurance fédérale invalidité selon les dispositions légales en vigueur.

Art. 2 Année d'assurance, jour de référence

L'année d'assurance débute au jour de référence défini dans le contrat d'assurance-vie collective. Elle ne doit, par conséquent, pas obligatoirement correspondre à une année civile.

Art. 3 Annonce des personnes à assurer, modification des prestations, responsabilité et obligation de déclarer

- 3.1. Les nouvelles personnes à assurer doivent être communiquées à GENERALI au moyen des formulaires mis à disposition ou approuvés par cette dernière. En outre, tout fait impliquant une modification des prestations des personnes déjà assurées doit être signalé par écrit à GENERALI.
- 3.2. Le début de la couverture pour chacune des personnes à assurer est défini par GENERALI dans le cadre d'une déclaration écrite particulière. GENERALI peut subordonner la prise en charge de la responsabilité au résultat d'un examen de l'état de santé. La prise en charge de la responsabilité par GENERALI débute au plus tôt à la date prévue dans le contrat d'assurance-vie collective, pour autant que la couverture d'assurance de la personne concernée ne soit pas restreinte par une ou plusieurs réserves pour raisons de santé.

- 3.3. Lorsqu'un examen du risque s'avère nécessaire, la personne à assurer est tenue de répondre de manière conforme à la vérité aux questions posées par GENERALI sur son état de santé. Les formulaires à disposition à cet effet doivent être remplis intégralement. L'admission de la personne à assurer peut également dépendre du résultat d'un examen médical.
- 3.4. Si les réponses aux questions posées font défaut ou ne sont pas conformes à la vérité, les dispositions relatives aux conséquences de la récence prévues par les art. 6 à 8 LCA s'appliquent par analogie.
- 3.5. Concernant les augmentations convenues des prestations d'assurance, la couverture débute au plus tôt à la date fixée à cet effet dans le contrat. GENERALI peut subordonner la prise en charge de la responsabilité au résultat d'un examen de l'état de santé. Si, à la date prévue pour l'augmentation des prestations, la personne assurée ne dispose pas de son entière capacité de gain, la prise en charge de la responsabilité est annulée.

Art. 4 Définition de l'âge, âge terme

Sauf disposition divergente dans le contrat d'assurance-vie collective, l'âge terme (échéance ou début du versement de la rente) est défini de telle sorte que la date corresponde au premier jour du mois civil qui suit l'anniversaire de la personne assurée (analogue à la réglementation prévue par la loi fédérale sur l'AVS). La méthode suivante est appliquée:

- a) Est considéré comme âge tarifaire, l'âge de la personne assurée au moment du calcul, exprimé en années et mois complets. Un âge tarifaire en chiffres entiers est ainsi obtenu le premier du mois qui suit l'anniversaire de la personne assurée.
- b) Le paiement des primes s'étend du début de l'assurance à l'âge terme ou à la dissolution anticipée du rapport d'assurance. Lorsque le temps restant jusqu'à l'âge terme n'est pas inférieur à une année, une prime annuelle est due au jour de référence défini dans le contrat. Dans le cas inverse, une prime calculée au prorata est exigible au jour de référence.

Art. 5 Primes, retard de paiement des primes

- 5.1. Sauf convention divergente dans le contrat d'assurance-vie collective, les primes sont exigibles le jour de référence pour l'ensemble de l'effectif assuré et payables d'avance chaque année. Un délai de paiement de 30 jours est accordé par GENERALI au preneur d'assurance.
- 5.2. Dans la mesure où le contrat d'assurance-vie collective ne prévoit pas d'autre disposition, les primes d'épargne, de risque et de coûts se calculent selon le système de la prime annuelle. D'après ce système, les primes sont redéfinies individuellement chaque année au jour de

référence ou à la date de modification, en fonction de l'âge tarifaire de l'assuré. Le tarif en vigueur au moment du calcul s'applique toujours pour l'ensemble des assurances.

Sauf disposition contraire dans le contrat d'assurance-vie collective, GENERALI est en droit de procéder à des adaptations de primes sous réserve de l'approbation par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

- 5.3. Les primes calculées individuellement sont dues pour chaque personne assurée à compter du début de l'assurance jusqu'à l'âge terme convenu, au plus tard toutefois jusqu'à la fin du mois au cours duquel la personne assurée décède ou jusqu'à la date de la dissolution anticipée de l'assurance.

En cas de modifications du contrat en cours d'année, une prime partielle correspondante est due à la date de modification.

- 5.4. Si les primes ne sont pas réglées dans les 30 jours qui suivent l'échéance, le preneur d'assurance est invité à s'en acquitter, ainsi que des éventuels frais accessoires, dans les 14 jours à compter de l'envoi du rappel. Le rappel mentionne les conséquences de la demeure. Au cas où ce montant ne serait pas réglé au cours du délai de rappel, le contrat d'assurance-vie collective reste en vigueur sans modification de montant jusqu'à la date indiquée dans le rappel. Les prestations d'assurance arrivant à échéance sont alors versées après déduction de la prime impayée et des frais accessoires éventuels. Si le versement n'a pas été effectué dans ce nouveau délai, ou seulement en partie, le contrat d'assurance-vie collective est alors résilié, conformément à l'art. 8, à la date indiquée. GENERALI se réserve le droit de recourir à la voie judiciaire pour exiger le paiement des primes impayées et des frais accessoires éventuels.
- 5.5. Lorsque les primes sont versées sur un compte courant productif d'intérêts, le solde éventuel en faveur de GENERALI est considéré à tout moment comme une prime impayée. Si le solde éventuel (prime impayée) n'est pas réglé dans les délais prévus, les dispositions de l'art. 5.4 s'appliquent par analogie.

Art. 6 Participation aux excédents

Une participation éventuelle aux excédents (calcul, attribution et utilisation de la part d'excédents attribuée) est régie par le contrat d'assurance-vie collective.

Art. 7 Dissolution anticipée du rapport d'assurance

Lorsque, pour quelque raison que ce soit, une personne assurée quitte le collectif, son assurance est résiliée. Sauf disposition divergente dans le contrat d'assurance-vie collective, aucune valeur de restitution n'est exigible.

Le contrat d'assurance-vie collective peut, dans ce cas, prévoir pour la personne quittant le collectif le maintien de l'assurance avec

montant des prestations identique sur la base d'une assurance individuelle conclue avec GENERALI et définir les conditions d'un tel maintien.

GENERALI doit être informée à temps du départ d'une personne assurée au moyen des formulaires mis à disposition.

Art. 8 Dissolution du contrat d'assurance-vie collective

- 8.1. L'extinction du contrat d'assurance-vie collective ou d'un contrat d'assurance partielle entraîne la dissolution des assurances de l'ensemble des personnes assurées actives à la date d'effet.
- 8.2. Sauf disposition divergente dans le contrat d'assurance-vie collective, aucune valeur de restitution n'est exigible pour l'assurance respective des personnes assurées. Le contrat peut néanmoins prévoir, pour les personnes ayant été assurées, le maintien de l'assurance avec montant des prestations identique sur la base d'une assurance individuelle conclue avec GENERALI et définir les conditions d'un tel maintien.
- 8.3. Concernant les éventuelles rentes en cours, la réserve mathématique d'inventaire au moment de la dissolution du contrat se calcule selon la méthode et la base de calcul spécifiées dans le contrat d'assurance-vie collective.

Art. 9 Justification du droit aux prestations d'assurance

- 9.1. Le preneur d'assurance est tenu de déclarer sans délai à GENERALI l'ensemble des événements déterminants pour la naissance ou l'extinction du droit aux prestations d'assurance. Il doit en outre lui communiquer toutes les informations et lui fournir tous les justificatifs nécessaires à l'établissement de l'obligation de prestation. GENERALI peut subordonner la fourniture des prestations à la présentation d'un certificat de vie officiel.
- 9.2. En cas de décès d'une personne assurée, GENERALI doit en être informée immédiatement. Les documents suivants doivent, en outre, être fournis dès que possible:
- a) acte de décès officiel;
 - b) rapport médical précisant la cause du décès.
- 9.3. Pour faire valoir son droit aux prestations d'invalidité, le preneur d'assurance doit présenter un rapport du médecin traitant informant sur le début, l'évolution et les suites de la maladie ou les circonstances et les suites de l'accident, ainsi que le degré et la durée probable de l'incapacité de gain. GENERALI peut subordonner les prestations d'invalidité à la présentation d'une décision de l'AI, de l'assureur-accidents ou de l'assurance militaire. Si le cas d'invalidité n'est pas déclaré à GENERALI dans les trois mois qui suivent l'échéance du délai d'attente, la personne assurée perd son droit à une rente pour la période du retard.

- 9.4. GENERALI est en droit de se procurer d'autres informations que celles fournies par le preneur d'assurance ou d'effectuer des enquêtes à ses frais. Dans les cas d'invalidité, elle peut exiger que la personne assurée se soumette à un examen réalisé par un médecin qu'elle aura désigné.

Art. 10 Versement des prestations d'assurance / prescription

- 10.1. Dès que les informations et attestations nécessaires, spécifiées à l'art. 9, ont été présentées à GENERALI, les prestations d'assurance sont versées au preneur d'assurance conformément aux dispositions contractuelles. Sur demande du preneur d'assurance, le versement peut aussi être effectué directement en faveur des ayants droit. Le paiement d'intérêts ne peut être exigé pour des retards dans le versement des prestations qui ne sont pas imputables à GENERALI.
- 10.2. Des primes impayées, des intérêts moratoires et des frais extraordinaires peuvent être déduits de la prestation d'assurance.
- 10.3. Sauf disposition divergente dans le contrat d'assurance-vie collective, les rentes échues sont versées d'avance au preneur d'assurance, sous forme de montants partiels mensuels. Sur demande du preneur d'assurance, le versement peut aussi être effectué directement en faveur des ayants droit. Au besoin, la première et la dernière rente sont calculées au prorata.
- 10.4. En vertu de l'art. 46 LCA, le droit aux prestations d'assurance se prescrit par deux ans à compter de la date à laquelle il est exigible.

Art. 11 Etendue des prestations d'assurance

- 11.1. Les prestations d'assurance de GENERALI sont définies dans le contrat d'assurance-vie collective ainsi que dans la liste des assurés.
- 11.2. L'assurance risque prend fin lorsque la personne assurée participe activement à une guerre, à des hostilités présentant le caractère d'opérations de guerre ou à des troubles, sans que la Suisse ne soit elle-même en guerre ou ne se trouve engagée dans des hostilités de cette nature; l'art. 13 demeure réservé. L'assurance prend également fin lorsque l'événement assuré a été causé de manière intentionnelle.
- 11.3. Dans la mesure où le cas d'assurance relève de la loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA) ou de la loi fédérale sur l'assurance militaire (LAM), l'obligation de prestation à la survenance d'un événement assuré peut, concernant les prestations en cas de décès avant l'âge terme et en cas d'incapacité de gain, être entièrement ou partiellement exclue. L'exclusion peut s'appliquer à l'ensemble ou à certains types de prestations et doit avoir été convenue dans le contrat d'assurance-vie collective. Une telle exclusion s'applique également en cas de réduction ou de refus éventuels des prestations par l'assureur.

A défaut d'une telle réglementation, l'assurance est considérée comme une assurance de sommes.

2. Dispositions d'application

Art. 12 Modification des tarifs

Si GENERALI modifie les tarifs sur lesquels se fonde le contrat d'assurance-vie collective, les changements et compléments apportés au contrat d'assurance-vie collective seront calculés en fonction des nouveaux tarifs.

Art. 13 Service militaire et guerre

(Valable pour l'ensemble des compagnies d'assurance-vie opérant en Suisse)

- 13.1. Le service actif pour défendre la neutralité suisse ainsi que pour maintenir la tranquillité et l'ordre à l'intérieur du pays – sans opérations de guerre dans l'un et l'autre cas – est considéré comme service militaire en temps de paix; comme tel il est couvert sans autre formalité dans le cadre des présentes conditions générales d'assurance.
- 13.2. Si la Suisse est en guerre ou si elle se trouve engagée dans des hostilités présentant le caractère d'opérations de guerre, une contribution unique de guerre est due dès le début et devient exigible un an après la fin de la guerre, que l'assuré prenne part ou non à la guerre, qu'il séjourne en Suisse ou à l'étranger.
- 13.3. La contribution unique de guerre sert à couvrir les pertes résultant directement ou indirectement de la guerre, pour autant qu'elles concernent les assurances auxquelles les présentes conditions sont applicables. L'évaluation de ces pertes et des fonds disponibles ainsi que la détermination du montant de la contribution unique de guerre et des moyens de la recouvrer – le cas échéant, en réduisant les prestations d'assurance – sont faites par GENERALI d'accord avec l'autorité suisse de surveillance.
- 13.4. Si des prestations d'assurance viennent à échéance avant que la contribution unique de guerre ne soit déterminée, GENERALI a le droit de différer partiellement le versement de ces prestations et de l'effectuer au plus tard un an après la fin de la guerre. Le montant de la prestation différée ainsi que le taux de l'intérêt à bonifier sur cette prestation sont fixés par GENERALI, d'accord avec l'autorité suisse de surveillance.
- 13.5. Le jour du début et celui de la fin de la guerre, au sens des dispositions précédentes, sont fixés par l'autorité suisse de surveillance.
- 13.6. Si la personne assurée prend part à une guerre ou à des hostilités présentant le caractère d'opérations de guerre, sans que la Suisse ne soit elle-même en guerre ou ne se trouve

engagée dans des hostilités de cette nature, et qu'elle meure soit pendant cette guerre, soit six mois après la conclusion de la paix ou la fin des hostilités, la réserve mathématique est due par GENERALI; elle est calculée au jour du décès, sans toutefois que le montant dû puisse dépasser celui de la prestation assurée en cas de décès. Si des rentes de survie sont assurées, à la place de la réserve mathématique interviennent les rentes correspondant à la réserve mathématique au jour du décès, sans toutefois qu'elles puissent dépasser les rentes assurées.

- 13.7. GENERALI se réserve le droit de modifier les dispositions de cet article en accord avec l'autorité suisse de surveillance et d'appliquer les modifications à l'assurance. Demeurent en outre expressément réservées les mesures prévues par la loi ou fixées par les autorités en relation avec une guerre, notamment celles qui concernent le rachat de l'assurance.

Art. 14 Police mondiale et risque d'aviation

L'assurance est valable, sous réserve des dispositions stipulées à l'art. 11.2 et à l'art. 13, sans restriction dans toutes les parties du monde ainsi que durant les voyages en avion.

Art. 15 Suicide et négligence grave

Lors d'un suicide après les trois premières années d'assurance, GENERALI sert la prestation convenue en cas de décès. Avant l'expiration de ce délai, GENERALI verse uniquement la réserve mathématique éventuellement disponible. Si le droit aux prestations d'assurance résulte d'un événement assuré causé par faute grave, les dispositions du contrat d'assurance-vie collective s'appliquent.

Art. 16 Contributions de droit public

Les contributions de droit public prescrites par la loi sont à la charge du preneur d'assurance.

Art. 17 Notifications, changements d'adresse

- 17.1. Les notifications destinées à GENERALI en vertu du contrat d'assurance-vie collective, de la loi fédérale sur le contrat d'assurance (LCA) ou d'autres dispositions légales doivent être adressées par écrit à la direction de GENERALI Assurances de personnes SA.
- 17.2. Le preneur d'assurance est tenu de communiquer tout changement d'adresse à GENERALI par écrit. A défaut, les notifications seront envoyées, conformément aux dispositions légales, à la dernière adresse en Suisse indiquée à GENERALI.

Art. 18 Entrée en vigueur et résiliation du contrat d'assurance-vie collective

La date d'entrée en vigueur du contrat d'assurance-vie collective figure dans les dispositions finales du contrat d'assurance-vie collective, lesquelles règlent également les modalités de résiliation. En l'absence de résiliation par l'une ou l'autre des parties contractuelles, le contrat est reconduit tacitement pour une année.

Art. 19 Lieu d'exécution, for

- 19.1. GENERALI remplit ses obligations au domicile suisse du preneur d'assurance, à défaut de ce dernier, exclusivement à Zurich.
- 19.2. GENERALI reconnaît comme for, le domicile suisse du preneur d'assurance ou de l'ayant droit, ainsi que Zurich. Lorsque le preneur d'assurance ou l'ayant droit résident à l'étranger, Zurich constitue le for exclusif.